

Le Premier ministre a convoqué des élections législatives anticipées en avril pour tenter d'échapper à une mise en examen

Le destin de Netanyahu contrarié par un procureur

Casse-tête

Le procureur général suivra-t-il les recommandations de la police pour inculper Benjamin Netanyahu pour corruption ? Quel que soit son choix, la décision de ce juif observant, aura un impact sur la campagne des élections législatives du 9 avril même si rien n'oblige le Premier ministre à démissionner tant qu'il n'a pas été condamné.

Pascal Airault

AVICHAÏ MANDELBLIT A LE SOMMEIL TROUBLÉ. Le week-end dernier, des contempteurs ont tagué des graffitis l'accusant d'être un « collaborateur ». A la mi-décembre, des vandales avaient profané la tombe de son père. Vivant sous protection, le procureur général doit prendre la décision la plus importante de sa vie : mettre ou pas en examen Benjamin Netanyahu, ce qui pourrait sonner le glas de la vie politique de celui qui est au pouvoir depuis dix ans. La gauche le presse de l'inculper mais les partisans du Premier ministre parlent de justice politique et appellent le magistrat à classer les affaires.

En convoquant des élections anticipées, Benjamin Netanyahu a accru la pression sur les épaules du magistrat. Si ce dernier l'inculpe, il sera accusé d'ingérence dans la campagne. S'il ne le fait pas, il sera accusé de bafouer la justice. Preuve qu'il vit un cas de conscience, il a demandé récemment l'avis d'anciens procureurs généraux. « Cette question va empoisonner la vie politique dans les semaines à venir, transformant le scrutin en campagne pour ou contre Bibi », explique Emmanuel Navon, professeur en relations internationales à l'Université de Tel-Aviv.

Faillite. Le Premier ministre a déjà prévenu qu'il ne démissionnerait pas en cas d'acte d'accusation : « La loi ne m'oblige pas à le faire, a-t-il confié. Ça serait une atteinte grave à la démocra-

tie ». Les travaillistes lui reprochent « d'intimider les responsables de son destin juridique ». Le chef du parti Yesh Atid, le député centriste Yair Lapid, l'accuse de « faillite morale ».

Le Likoud de Netanyahu est donné gagnant, le 9 avril, avec environ 30 sièges à la Knesset sur les 120, soit son nombre actuel. « Le Likoud reste stable dans les sondages, poursuit Emmanuel Navon. Mais, ce n'est pas le cas de ses partenaires. La formation de centre-droit Koulanou de Moshe Kahlon pourrait perdre la moitié de ses députés. Le parti Shas (ultra-orthodoxe) pourrait ne pas atteindre le seuil d'éligibilité. D'autres partis à droite se constituent ». Cela pose le problème de la constitution de la coalition pour obtenir la majorité à la Knesset. « On assiste à un éclatement de la scène partisane qui va faire perdre des sièges aux deux grands blocs de gauche et de droite, ajoute Emmanuel Navon. Le Likoud semble le plus à même de reconduire une coalition de droite et d'extrême droite pour gouverner. Mais sa constitution est liée à l'avenir de Netanyahu. » Pour ce politologue, la mise en examen de Netanyahu pourrait dissuader ses partenaires de former cette coalition. Moshe Kahlon a déjà dit qu'il s'y refuserait.

L'opposition ne semble pas à même de tirer profit de la situation. Elle est même de plus en plus divisée, essentiellement pour des raisons d'égo. Mardi, Avi Gabbay, le patron des travaillistes, a évincé sans ménagement Tzipi Livni, chef de file d'Hatnua, de l'Union sioniste. Prise au dépourvu, l'ex ministre des Affaires étrangères a confié, peu après, qu'elle s'engageait dans la bataille électorale avec son parti, qui compte cinq députés. Les analystes sont perplexes sur la possibilité de constituer une alliance de centre et de gauche alors que Yair Lapid l'exclut.

Netanyahu est donc loin d'être mort politiquement même si une mise en examen pourrait pousser ses alliés à le lâcher, la rue et la Cour suprême à le pousser à la démission.

@P_Airault

En faisant atterrir sa sonde Chang'e 4 sur la face cachée de notre satellite, les Chinois ont réussi plus qu'une prouesse scientifique

La Chine avait pris rendez-vous avec la Lune

Tournant

Le 27 décembre, les autorités chinoises ont annoncé que **Beidou, son système de géolocalisation concurrent du GPS américain, de l'européen Galileo, était désormais en mesure de proposer ses services sur pratiquement toute la surface de la planète.** Il le sera totalement en 2020, vingt ans après son lancement en 2000.

Claude Leblanc

L'ALUNISSAGE RÉUSSI de la sonde Chang'e 4 est « un événement majeur pour la Chine qui s'affirme comme une grande puissance spatiale ». Cette déclaration faite par le responsable du programme n'a rien d'étonnant dans la mesure où Pékin a fait de l'espace une de ses priorités et y a investi depuis des années beaucoup de moyens financiers et technologiques. Avec cette première mondiale, la Chine confirme ses ambitions. Elle a atteint un niveau de développement lui permettant de prétendre sans avoir à rougir qu'elle peut rivaliser avec les Etats-Unis et la Russie. Sur le plan des lancements de fusées orbitales, elle dépasse déjà ces deux pays puisqu'en 2018, elle a procédé à 38 tirs contre 35 pour les Américains et 18 pour les Russes. C'est aussi une première dans l'histoire de la conquête spatiale que les Chinois défont leurs rivaux américains dans ce domaine. Les spécialistes estiment que la Chine aura totalement comblé son retard d'ici une dizaine d'années.

Le succès de Chang'e 4 en est une première illustration puisque de nombreux scientifiques estimaient assez faibles ses chances de réussite en raison de l'impossibilité de créer des liaisons radio avec la face cachée de la Lune. Les scientifiques chinois y sont parvenus en lançant un satellite-relais assurant la communication avec la

sonde et son rover. Cela en dit long sur le désir de la Chine de s'établir comme une référence dans ce secteur. « Le rêve spatial fait partie du rêve de rendre la Chine plus forte.

Rêve chinois. Avec le développement de programmes spatiaux, le peuple chinois fera de plus grands progrès pour explorer davantage l'espace... Explorer le vaste univers, mettre sur pied des programmes spatiaux et devenir une puissance aérospatiale ont toujours fait partie du rêve auquel nous aspirons », expliquait le président chinois en avril 2017. Et le fait que les activités dans ce domaine soient en cohérence avec les objectifs de développement national confirme que les Chinois ne cherchent pas seulement à rattraper les autres pays.

Avec une certaine condescendance, les Occidentaux ont souvent eu tendance à dévaluer les efforts chinois tout juste bons à faire comme eux. Ce que la Chine vient de réaliser sur la face cachée de la Lune devrait inciter à plus d'humilité. Dans son projet industriel intitulé Made in China 2025, l'espace occupe une bonne place et l'objectif est d'arriver à 80 % de production locale pour ses équipements spatiaux. Il y a un enjeu économique et une dimension politique qui dépassent la simple exploration de l'espace et ceux-ci sont intégrés dans la stratégie définie par le gouvernement. En associant « l'esprit de la Longue marche » qui a abouti à la fondation de la République populaire en 1949 à celui de la conquête spatiale, le président chinois montre la dimension à long terme de la politique de son pays en la matière. Il ne faudra pas s'étonner de voir les Chinois réussir de nouvelles prouesses dans ce secteur, sachant que la réussite d'aujourd'hui a commencé en 2007 avec le lancement de missions préparatoires destinées à examiner la surface de cette partie de notre satellite.

@Japonline

La main invisible

Bertrand Jacquillat

Les inégalités, symptômes d'un mal plus profond



L'OUVRAGE DE THOMAS PIKETTY *Le Capital au XXI^e siècle* paru en 2013 a fait un tabac avec plus de 1,5 million d'exemplaires vendus. Mais selon le recensement d'un professeur de mathématiques, Jordan Ellenberg, à partir d'un algorithme branché sur Kindle, en moyenne seulement 26 pages ont été lues d'un ouvrage qui en compte plus de 700. Ce que l'ouvrage faisait ressortir de particulièrement frappant, c'était les quelques graphiques qui illustrent l'évolution de la part relative dans le revenu national revenant aux 1 % des ménages les plus fortunés. Cette évolution avait l'allure d'une courbe en U, les inégalités particulièrement élevées dans les années 1930 l'étaient redevenues à partir des années 1980 pour aujourd'hui dépasser celles d'il y a près d'un siècle.

Ces inégalités sont ressenties de diverses manières selon les pays, mais elles opposent le peuple aux élites. Dans les pays anglo-saxons, cette opposition se situe avant tout sur le plan économique. C'est aux Etats-Unis que ces inégalités sont devenues les plus flagrantes entre les riches et les pauvres. Elles se mesurent par les différences de revenus et de patrimoine. Selon l'étude annuelle effectuée par le Crédit Suisse, les 1 % des ménages les plus favorisés dans le monde qui contrôlaient 48,5 % de la richesse mondiale au début des années 2000 avaient vu leur part augmenter en 2017 à plus de 50 %. Aux Etats-Unis, entre 1978 et 2013, les rémunérations des dirigeants d'entreprises se sont accrues de 937 % alors que le salaire moyen n'augmentait que d'à peine 10 %. Le ratio de rémunération entre les deux catégories qui était de 33 à 1 en 1998 était de plus de 300 à 1 en 2014. Toujours aux Etats-Unis, les 0,1 % les plus fortunés en termes de patrimoine avaient un patrimoine dont le montant était supérieur au patrimoine global des 95 % des ménages les moins fortunés.

Croissance. Ce phénomène des inégalités sur le plan strictement économique est particulièrement accentué aux Etats-Unis, mais il est général dans la plupart des pays, même si c'est à un moindre degré, notamment en France. Ceci a pour conséquence que faire des moyennes sur de telles grandeurs macroéconomiques au sein d'une même communauté nationale n'a plus grand sens à cause des divergences d'évolution de plus en plus flagrantes

Tandis qu'au Brésil et en Indonésie, croissance et réduction des inégalités sont allées de pair, la relation était inversée en Chine, Inde, Russie et Afrique du Sud, où un fort accroissement des inégalités est allé de pair avec une croissance très soutenue

entre les premiers 40 % de la population et les derniers 60 %. Les niveaux de revenus et de patrimoine entre les deux populations sont tellement déséquilibrés que présenter des indicateurs moyens entre les deux n'a pas grand sens.

Piketty avait donc raison de souligner une tendance générale à un accroissement des inégalités depuis trente ans, même si les données qu'il a utilisées étaient forcément un peu « bidouillées » du fait de l'ambition du projet, ne serait-ce qu'au niveau de l'ampleur de la collecte des données, ce qui enlevait un peu de crédibilité à sa démonstration. Ses conclusions n'en étaient pas moins globalement indubitables, même si l'interprétation qu'il donnait à ce phénomène n'était pas convaincante, à savoir la baisse progres-

sive et régulière de la croissance économique au cours des quarante dernières années.

L'augmentation des inégalités n'était pas due au fait qu'en période de plus faible croissance, la richesse déjà accumulée se perpétue et se reproduit plus vite que l'augmentation de la production et des revenus du travail, comme il le prétend. En effet, cette explication n'est pas conforme à la réalité comme l'ont montré des études effectuées récemment sur cette relation

Les solutions d'imposition des revenus élevés à 80 % et d'un impôt significatif sur la fortune atténueront l'intensité des symptômes, mais ne résoudront pas le problème

inégalités/croissance économique par le FMI et l'OCDE. Tandis qu'au Brésil et en Indonésie, croissance économique et réduction des inégalités sont allées de pair, la relation était inversée en Chine, Inde, Russie et Afrique du Sud où un fort accroissement des inégalités est allé de pair avec une croissance économique très soutenue.

Mais comme l'avait dit Ed Miliband, l'ancien leader du Labour Party anglais sur les thèses de Piketty : « Who cares if the arguments were right or wrong? He captured a feeling » (pour qui s'intéresse aux arguments de Piketty, ce qui compte c'est ce ressenti qu'il a fait ressortir). Et ce ressenti s'est exprimé dans un certain nombre de pays sous des formes diverses et variées, mais qui suscitent une même colère, qu'il s'agisse du Tea Party et de l'élection de Donald Trump à la droite du parti républicain ou du mouvement « Occupy Wall Street » et de la percée de Bernie Sanders à la gauche du Parti démocrate aux Etats-Unis, ou encore l'ascension de Jeremy Corbyn au sein du Parti travailliste en Grande-Bretagne avec le vote en faveur du Brexit au référendum de 2015, de l'émergence de Podemos en Espagne, de l'AfD en Allemagne, des Gilets Jaunes en France.

Symptôme. Dans tous les pays démocratiques et capitalistes, les opinions publiques expriment de plus en plus un sentiment de rejet, et disent « assez ! » Assez de quoi ? La diversité et surtout l'incohérence des doléances de ces mouvements soulignent l'opacité du résultat. Celui-ci a pour dénominateur commun l'accroissement des inégalités, et surtout le ressenti de leur injustice car les inégalités sont acceptées à la condition de ne pas être considérées comme injustes. Mais les inégalités ne sont pas le mal, elles n'en sont que le symptôme. Et les prescriptions de Piketty ne s'adressent qu'au symptôme et non au mal. Les solutions d'imposition des revenus élevés à 80 % et d'un impôt significatif sur la fortune atténueront l'intensité des symptômes, mais ne résoudront pas le problème.

Sans doute faudrait-il davantage s'interroger sur l'énigme qui est celle de l'évolution des marges et des profits des entreprises. La caractéristique bien établie historiquement de ces indicateurs est que ceux-ci ont tendance à revenir à leur moyenne historique lorsqu'ils s'en éloignent trop. Ce n'est plus le cas depuis de nombreuses années. Pour trouver des bons remèdes et corriger de manière structurelle les inégalités, encore faudrait-il corriger cette anomalie, ce qui permettrait de s'attaquer aux origines du mal et non pas à ses symptômes. C'est ce que nous ferons dans une prochaine chronique.

Bertrand Jacquillat est professeur émérite des universités, co-fondateur d'Associés en Finance et membre du Cercle des économistes.